

*Richmond Industries* et à d'autres entreprises pour les déversoirs actuels les autorisant à déverser 3,688,300 gallons d'eaux-vannes ménagères et industrielles par jour dans les eaux du fleuve Fraser.

Voilà qui nous signale de nouveau le problème de la pollution de l'eau qui croît, le long de nos littoraux atlantique et pacifique, au fur et à mesure que notre population augmente. L'an dernier, au comité permanent, nous avons signalé cette question de la pollution au ministre, dans notre rapport définitif. Elle a préoccupé tous les membres du comité. Le ministre pourrait-il nous être utile en nous disant quelles mesures ont été prises quant au problème à résoudre, une fois reçu le rapport du comité permanent?

Le député de Queens, expert dans l'industrie de la pêche et ancien ministre des Pêcheries, a fait allusion aux phoques. Comme la saison de chasse est passée, il en est peu question présentement, mais nous savons tous que l'abattage humain de ces animaux retiendra notre attention l'an prochain. Il y a quelques jours, j'ai lu les procès-verbaux de 1959 du comité permanent de l'agriculture où il était question de l'abattage humain des animaux de boucherie. Ils m'ont intéressé au regard du problème des phoques. Nous ne pouvons ignorer le fait que les phoques sont victimes de massacres barbares. J'estime qu'en tant que nation civilisée, c'est notre devoir de veiller, lorsque des animaux sont tués pour répondre aux besoins de notre économie, à ce qu'on le fasse sans cruauté. Les rapports du comité de l'agriculture de 1959 montrent quel mal le ministère de l'Agriculture, les vétérinaires et autres hommes de sciences se sont donné pour trouver des méthodes d'abattage économiques, efficaces, mais sans cruauté.

Il y a beaucoup à faire au sujet des phoques. Je prie instamment le gouvernement de relire les rapports du comité de l'agriculture de 1959 et de mettre en pratique les conseils d'experts pour régler le problème des massacres de phoques. L'abattage saisonnier des phoques est lié à la vie économique des pêcheurs, et il faudrait s'attaquer au problème qu'il a suscité. Je suis certain que les Canadiens sont capables de résoudre ces problèmes et de satisfaire les gens qui ont été offensés par des tueries révoltantes.

Je ne puis ajouter grand-chose à ce que l'honorable représentant de Skeena a exprimé avec tant de compétence au sujet de la limite de douze milles, sauf que l'industrie attend avec impatience que le gouvernement règle le problème et fixe des limites pour protéger nos pêcheries côtières, qui revêtent de plus en plus d'importance. L'honorable représentant de Queens a parlé de la possibilité d'établir des coordonnées rectilignes dans certaines zo-

nes pour commencer le travail. Je me rallie à son opinion, car il faut protéger nos zones de pêche.

• (5.20 p.m.)

Quiconque s'est rendu à l'Expo et a visité le pavillon de la Russie a pu y voir le navire de pêche qui y est exposé. Ce navire d'environ 40,000 tonnes est l'un des objets les plus intéressants. Il est flanqué de quelque 14 chalutiers qui peuvent être descendus à l'eau. C'est une énorme usine flottante pour la pêche en haute mer ou au chalut. A tous ceux qui s'intéressent à l'industrie canadienne de la pêche, je recommanderais d'aller voir le navire exposé par la Russie et de songer sérieusement à la demande de protéines qui existe dans le monde, tout en étudiant les moyens que des nations comme la Russie ont pris pour se doter d'usines flottantes qui leur permettent de se procurer des protéines. Cela signifie que nous sommes sur le point de nous nourrir de produits de la mer dans une proportion à laquelle nous n'aurions jamais songé. Si nous voulons vivre en harmonie avec les autres peuples, nous devons apprendre à nous occuper de la conservation de concert avec d'autres pays; nous devons conclure des ententes à propos des zones de pêche et de la conservation du poisson dans ces zones, et cela dans une mesure dont nous n'avions jamais rêvé.

Une de nos premières préoccupations dans les années à venir sera d'apprendre à partager les produits de la mer. Un nombre croissant de pays du monde devront avoir recours aux produits de la mer pour nourrir leur population.

En ce qui concerne notre propre comité des pêcheries, il est généralement reconnu, je crois, que les membres du comité devraient avoir accès aux connaissances d'un bien plus grand nombre de spécialistes que cela n'a été le cas jusqu'ici. J'aimerais faire appel au gouvernement, en ce qui concerne non seulement le comité des pêcheries mais tous les comités importants de la Chambre, pour lui demander de prendre les mesures nécessaires afin de mettre à notre disposition les connaissances et les conseils d'un plus grand nombre de spécialistes, afin que nous puissions nous occuper de ces questions de façon intelligente. Il faut que nous puissions engager pendant une certaine période, à titre permanent ou provisoire, des spécialistes, des scientifiques, des avocats, des docteurs, des vétérinaires ou tout autre expert dont nous avons besoin pour nous permettre d'accomplir certaines des tâches imposées aux membres des comités.

J'espère qu'assez prochainement, après notre retour des vacances d'été, le ministre fera accorder au comité des pêcheries un mandat qui lui permettra de commencer certaines des